



E-SOLIDARITÉS
L'expertise de notre réseau

<https://preprod.uniopss.asso.fr/lutte-contre-les-exclusions/pacte-des-solidarites-luniopss-echange-avec-paul-christophe>

Pacte des solidarités : l'Uniopss échange avec Paul Christophe

📅 Publié le 15 novembre 2024

👤 De Uniopss

LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

Article

INFO NATIONALE



L'Uniopss, membre du Collectif ALERTE, a été conviée le 14 novembre à un échange avec Paul Christophe, ministre des Solidarités. Objectif : faire un bilan d'étape du Pacte des solidarités, le plan de lutte contre la pauvreté 2024-2027.

Il y a un peu plus d'un an, Elisabeth Borne, alors Première ministre, annonçait le lancement du « Pacte des solidarités », destiné à « approfondir la dynamique de prévention et de lutte contre la pauvreté du quinquennat 2017-2022 ».

Le temps d'échange organisé le 14 novembre par Paul Christophe, associant Anne Rubinstein, déléguée interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, a été l'occasion pour les acteurs associatifs engagés pour les solidarités et la santé de mettre en avant un certain nombre de priorités, dans le cadre de ce premier bilan du Pacte.

Parmi les nombreux sujets abordés : les moyens dédiés à la généralisation de la réforme du RSA et les formes prises par les sanctions pour les allocataires, les démarches concrètes permettant la lutte contre le non-recours aux prestations ou l'accroissement de situations de pauvreté ont été largement relayés.

Le Collectif ALERTE a notamment pointé une stratégie de lutte contre la pauvreté principalement axée sur le travail, avec des contraintes accrues pour les allocataires du RSA à partir du 1er janvier 2025 et a appelé à la mise en place d'une concertation dans le cadre du chantier autour de « l'allocation sociale unique » annoncé par le Premier ministre, Michel Barnier.

L'Uniopss s'associe aux paroles du ministre des Solidarités, voulant lutter contre toutes les stigmatisations des personnes en situation de pauvreté, et sur la nécessité de l'écoute et de la considération pour toutes et tous, quelles que soient les situations, qui sont un préalable à toute action publique.

Article du 15/11/2024

Numéro de fiche
112.57 Ko